

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** 43 (2006)  
**Heft:** 1694

**Artikel:** Le sexe des maladies est une affaire politique  
**Autor:** Caldelari, Anne  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1009063>

#### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 21.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Le sexe des maladies est une affaire politique

**La revue *Nouvelles questions féministes* consacre son dernier numéro aux questions de santé et montre comment elles sont déterminées par les rapports entre les sexes.**

**D**ans *Prévention du cancer du sein : cachez ce politique que je ne saurais voir*, Marie Ménoret retrouve la dimension politique derrière la prévention de la maladie. Elle examine l'évolution de la prise en charge du cancer du sein, maladie de femmes à 98%. Dès la fin du XIX<sup>e</sup>, la thérapie consiste à «attaquer vite et fort», c'est-à-dire à enlever autant de tissu potentiellement cancéreux que possible. A la fin des années quarante, des études épidémiologiques montrent que la mammectomie ne change pas le pronostic. Une telle chirurgie est également mise en cause par le mouvement féministe américain et les militants pour les droits des patients. Les femmes exigent alors des opérations moins mutilantes et revendentiquent la participation au processus médical. Puis des techniques de dépistage sont élaborées. Elles demandent de consulter dès que des signes visibles sont observés, le mot d'ordre se résume à «attaquer vite». Forcément s'ensuit le dépistage auprès de personnes en bonne santé. Etre femme devient alors un facteur de risque et la femme un sujet permanent de surveillance.

A partir des années nonante, la mammographie ne sert plus seulement à diagnostiquer mais à dépister. Elle se diffuse largement dans les villes, alors même que sa capacité à réduire la mortalité n'est pas établie. Des campagnes de l'American Cancer Society aux Etats-Unis et de la Ligue nationale contre le cancer en France incitent la population à intérioriser la nécessité du dépistage. Les industries pharmaceutiques s'impliquent elles aussi dans le processus. Instauré en 1984, le Breast Cancer Awareness Month dédie le mois d'octobre au cancer du sein. L'initiative est financée par Zeneca, aujourd'hui AstraZeneca, le plus grand vendeur au monde de médicaments anticancéreux contre la tumeur du sein. L'entreprise Pfizer, qui produit certains des médicaments utilisés en oncologie, soutient elle aussi des associations de patients. En Amérique du Nord et dans quelques pays européens, Angleterre, Irlande, Suède, une alternative tente de se mettre en place face au discours préventif exclusivement adressé aux individus. Elle ne limite pas la prévention au dépistage et à la consommation de

médicaments, mais l'élargit à des problématiques écologiques. Elle met en lumière les profits engrangés par une industrie qui produit à la fois des traitements anticancéreux et des pesticides cancérogènes, et renverse la perspective: «ça n'est pas plus le fait d'être une femme qui détermine la survenue d'un cancer du sein qu'un environnement pathogène».

## Toutes les femmes

Par ailleurs, les progrès de la mammographie améliorent les images nécessaires au dépistage, mais exigent des évaluations et des interprétations de plus en plus sophistiquées, donc de plus en plus de diagnostics incertains, qui requièrent des examens supplémentaires. Ceci ne concerne plus seulement les quelques milliers de femmes qui vont réellement développer un cancer, mais des millions de femmes qui sont sous surveillance. D'où des enjeux financiers colossaux.

C'est ici que se révèle le politique. A côté du tout technologique qui ne voit de salut que dans les progrès de la science et d'un discours

de la responsabilité individuelle qui s'attache aux styles de vie des personnes, on peut envisager une troisième voie, à long terme, qui met en rapport maladie et société, les situe dans un contexte environnemental et, parce qu'il n'est jamais bien loin, économique.

Ce dossier santé est complété d'un article sur le développement du traitement de la ménopause et des controverses au sujet des thérapies hormonales, ainsi que d'une description de la prise en charge alternative des femmes souffrant de maladies mentales au Québec. Une comparaison de quelques ouvrages populaires traitant du couple, tel que le best-seller *Les hommes viennent de Mars, les femmes de Vénus* de John Gray, dévoile comment des stéréotypes et une idéologie antiféministe y sont à l'œuvre. Un entretien avec Rita Nissim, auteure de *Mammamélis, manuel de gynécologie naturopathique* et fondatrice du Dispensaire des femmes à Genève, clôt l'ensemble.

ac

Nouvelles questions féministes  
Vol. 25, no 2/2006, Santé! Editions Antipodes.

## Un manifeste pour la gauche

En mai 2005, après les élections britanniques, un groupe issu de la nébuleuse du Net, blogueurs, a ouvert le débat sur les valeurs qui définissent la gauche progressiste. Un an plus tard, il présente un manifeste - le manifeste d'Euston, du nom de la gare londonienne où le groupe s'est réuni. L'entreprise résulte d'un échange initié sur l'Internet. Et parce que ni les médias, ni les partis et les organisations syndicales ne relaient leurs préoccupations, les blogueurs décident d'apparaître au grand jour. Le manifeste exprime l'irritation de ses auteurs, en majorité partisans de l'intervention en Irak, contre le discours anti-guerre d'une partie de la gauche, son anti-américanisme primaire, ses doutes à l'égard de la lutte contre le terrorisme, l'antisémitisme qui parfois infiltre sa perception du conflit israélo-palestinien et, de manière plus générale, un flottement certain face aux valeurs démocratiques. Le manifeste d'Euston ne se veut pas un programme politique ou de gouvernement, mais un document d'orientation. Contre la perte des repères de la gauche, les considérations tactiques et les priorités à court terme, il revendique l'universalité des droits humains, se reconnaît dans les institutions et les valeurs de la démocratie libérale et pluraliste. Contre les régimes autoritaires, il reconnaît un droit d'ingérence humanitaire. Le manifeste laisse ouvert nombre de questions, notamment en matière économique. Mais il est conçu comme une plate-forme qui doit se développer. Déjà traduit dans plusieurs langues, il a réuni à ce jour plus de 2000 signatures et, au-delà des pays anglo-saxons, il rencontre un écho important en Italie, en Allemagne, en Espagne et dans le Tiers-monde.

jd

<http://eustommanifesto.org>